

CHANGEMENT CLIMATIQUE : LES ENJEUX DU PROCHAIN SOMMET DE CANCUN

UNIVERSITE D'ÉTÉ DU PCF 27-28-29 AOUT 2010

Patrice Busque

PRESENTATION DU DIAPORAMA

Présentation de 4 graphiques

- 1- Concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre depuis l'an 0
- 2- Evolution de la température terrestre
- 3- Emissions de CO2 dans le monde par rapport à la population
- 4- Emissions de CO2 liées à la combustion d'énergie en France

Le réchauffement planétaire est d'ores et déjà perceptible et préoccupant

depuis 1860, la température moyenne à la surface du globe a augmenté de 0,6 °C
depuis 1900, le niveau moyen des océans s'est élevé de 10 à 20 cm.
depuis 1912, plus de 80 % des glaces du Kilimandjaro ont disparu
depuis 1970, la calotte glacière arctique a diminué de 8 %, soit 2 fois la surface de la France.
depuis 1980, 25 % des glaciers alpins français ont disparu.
d'ici la fin du siècle, la température pourrait augmenter de 1,4 °C à 5,8 °C selon le GIEC ;

Le GIEC

Expert mondial du climat
Fondé en 1986 par l'organisation météorologique mondiale et par le Programme des Nations Unis pour l'environnement
170 Etats membres
Des centaines de scientifiques: climatologues, glaciologues...

RAPPORT DU GIEC 2007

*Le dernier rapport du **GIEC** (2007) confirme et renforce la certitude de l'existence d'une augmentation de l'effet de serre due à l'activité humaine. De 1995 à 2007 il est passé de « **probable** » à « **sans équivoque** ».*

Il donne des prévisions d'augmentation de la température moyenne du globe et d'élévation du niveau moyen des mers sur ce globe.

Ainsi, selon les scénarios, la température moyenne sur la terre s'élèverait en 2100 de 1,8°C à 4°C.

Le niveau moyen des mers augmenterait entre 18 cm et 59 cm.

Ces variations de quelques degrés peuvent paraître minimes, mais une amplitude de 4°C est comparable à celle qui a fait basculer le climat il y a 14 000 ans du dernier âge glaciaire vers le climat tempéré que nous connaissons aujourd'hui.

QUELS IMPACTS PRINCIPAUX ?

les **glaciers et les calottes glacières** continueront de fondre et risquent, pour certains de disparaître. L'eau de la fonte des glaciers alimente largement les réserves d'eau douce en surface et sous terre de nombreuses régions où elle est notamment un élément central de la vie de la faune, des systèmes d'irrigation et des réserves d'eau potable pour les populations.

la diminution des ressources en eau va très sensiblement frapper un certain nombre de régions: en effet, fort niveau de précipitation dans les hautes latitudes, niveau réduit de précipitation dans les latitudes moyennes et basses, les ressources en eau diminueront dans les régions sèches des latitudes moyennes et tropicales. Vont ainsi souffrir l' Ouest des USA, l'Afrique Australe, le Nord Est du Brésil.

Les sécheresses, les terres incultivables entraînent des migrations. Peut-être des conflits régionaux.

les conséquences sanitaires: baisse de la mortalité due au froid dans les hautes latitudes, mais risque accru de mortalité due à la chaleur dans les autres zones, surtout risque accru de pénurie d'aliments et d'eau et de malnutrition, de maladies d'origine hydrique et alimentaire, effets sanitaires liés à la migration. Une extension des zones de propagation de certaines maladies à vecteurs, comme le paludisme ou la dengue dans des régions préservées est à craindre.

l'élévation du niveau de la mer va faire souffrir les basses terres littorales, en Afrique, les petites îles ou des pays comme le Bangladesh, ce qui laisse promettre un très grand nombre de migrations ; les grands deltas côtiers asiatiques et Africains vont être touchés par l'élévation du niveau de la mer; en effet, au Bangladesh c'est 12 % du territoire qui est menacé par cette élévation du niveau de la mer. Il faut ajouter les

ondes de tempêtes, et les inondations fluviales comme facteur de risque naturel et cause de migration.

Pour les petites îles, l'élévation du niveau de la mer devrait intensifier les inondations, les ondes de tempête, l'érosion et d'autres phénomènes côtiers dangereux, menaçant l'infrastructure, les établissements humains et les installations vitales pour les populations insulaires

L'ORIGINE DU PROTOCOLE DE KYOTO

Sommet de la Terre de 1992

Lancement de la **Convention** cadre des Nations Unies sur le changement climatique

Objectif : stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique.

Tous les pays signataires de la convention

Protocole de Kyoto

Signé en 1997

Entré en application en 2005

Couvre la période allant jusqu'à fin 2012

Objectif de réduction des pays industrialisés de 5,2 % fin 2012 par rapport à 1990

Seuls les Etats Unis n'ont pas signés le protocole de Kyoto

LES ENJEUX DES DISCUSSIONS DE LA CONFERENCE DE CANCUN

Instaurer un cadre International contraignant de lutte contre le changement climatique et d'adaptation

Prenant en compte les résultats des travaux du GIEC

Limitant la hausse de la température du globe en deçà de 2°C

LES PRINCIPAUX POINTS EN NEGOCIATION

La réduction des émissions de GES dans les pays industrialisés

Efforts atténuation des émissions dans les pays en développement, particulièrement dans les pays émergents

Le soutien aux pays en développement dans la lutte contre le changement climatique

- **110 milliards d'euro par an d'ici 2020 de soutien nouveau additionnel**
- **soutien via du transfert de technologie et du renforcement de capacité**

La forme légale du futur accord

- **simple déclarations d'objectifs**
- **amendement du protocole de Kyoto**
- **nouvel accord légalement contraignant (avec sanctions)**

POUR UN ACCORD EQUITABLE

Le changement climatique accentue la vulnérabilité des pays en développement

- les moins responsables les plus durement touchés
- enjeux climat et développement indissociables

Les pays industrialisés les plus responsables du changement climatique : portent une responsabilité historique

Donner accès à des voies de développement sobre en carbone

DES NEGOCIATIONS EXTREMEMENT TENDUES ENTRE LE NORD ET LE SUD

« L'accord de Copenhague » ne fait pas consensus. Les pays capitalistes développés veulent le statu quo, les pays en développement veulent prolonger Kyoto.

Des objectifs de réductions des émissions de CO2 des pays industrialisés insuffisants

Un soutien au PED toujours flou

LES FINANCEMENTS DES PED

Rappel des objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) de l'ONU

- éradiquer extrême pauvreté d'ici 2015

les pays industrialisés se sont engagés à verser 0,7 % de leur RNB/an pour ce soutien au développement

aide publique au développement (ADP)

le recyclage de l'ADP pour le climat pas acceptable.

nécessité de financements publics suffisants (110 milliards d'euros par an, nouveaux et additionnels).

MOBILISATION CITOYENNE, ASSOCIATIVE, SYNDICALE ET POLITIQUE INDISPENSABLE

A Copenhague, émergence d'une forte mobilisation citoyenne, des ONG, des collectivités locales.

80 000 personnes à la manifestation du 12 décembre 2009

Diversité des participants à la manifestation au Klimaforum et au Bella Center

500 organisations de 70 pays

QUELLES PERSPECTIVES D'ACTION

29 septembre : journée européenne d'action des syndicats

Projet d'appel à des mobilisations pour la semaine du 10 au 17 octobre

29 novembre au 10 décembre « **1000 Cancun** » pour une réelle justice climatique et sociale

LE DEBAT

Pas de doute sur le réchauffement climatique mais « Que faire ? ». Le débat a porté sur le mode de production, croissance et décroissance, l'économie circulaire, la relocalisation de la production, donc la nécessité d'engager un changement « lourd », le problème de la raréfaction des matières premières et du bilan écologique de la construction d'une voiture ou des transports collectifs. La compatibilité de l'industrie et l'écologie et plus largement de l'économie et l'écologie. La fermeture du fret SNCF et des Services publics. Les lycées HQE, l'habitat à énergie positive, le besoin d'investir massivement pour la réhabilitation thermique des bâtiments. Les technologies qui permettraient aux PED de diminuer l'intensité énergétique de leur production. **Et aussi ... d'être présent dans la lutte contre le changement climatique comme on l'a été à Copenhague et donc de se mobiliser pour Cancun....** en bref des questions très concrètes. Une remarque entendue « l'écologie, c'est l'amélioration de notre mode de vie, pas une punition ! ».

CONCLUSION

En guise de conclusion, j'ai insisté sur **l'urgence de sortir du modèle de développement actuel**, de la croissance pour la croissance, de la croissance pour le profit, de la nécessité de redéfinir d'autres critères de bien être que le seul et exclusif PIB, de redonner du sens à la production. L'économie circulaire, le recyclage semble une piste prometteuse : un produit recyclé permet une économie d'énergie (et donc d'émission de CO2) de 40%. La revalorisation des salaires est aussi nécessaire pour avoir accès à des produits de qualité, plus écologistes. La notion de **Développement Humain Durable** semble un bon concept : l'objectif du développement est l'homme et non pas la production pour la production, et durable ce qui veut dire qui préserve les ressources vitales de la planète pour les générations futures, donc la aussi pour l'homme.